

# L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source

## • Corse Protestation contre la répression

A la suite de consignes données par Giscard lui-même, les forces de répression gouvernementales ont effectué ces dernières semaines diverses opérations dans le nord de la Corse.

Ce furent d'abord de nombreuses interpellations et perquisitions dans la plaine orientale et à Bastia sous prétexte de rechercher les plastiques du relais de télévision de la haute-Corse : sans résultat.

Mercredi 14, sous le prétexte cette fois que des coups de feu avaient été tirés contre la villa du procureur général près de la cour d'appel de Bastia, sont arrêtés : José Stromboni, Louis Sarocchi, Jean Nicolai et Louis Acquaviva. Il est question de les traduire devant la cour de sûreté de l'Etat.

(suite page 3)

## CRIME RACISTE A PARIS

Communiqué de la cellule Tchen Yi du Parti communiste marxiste-léniniste de France.  
(Paris - XVe) Le 17 septembre

Dans la nuit du 14 au 15 septembre, un incendie criminel a atteint un foyer de travailleurs africains de la rue de la Sedaine dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Cet incendie a fait un mort 65 blessés dont 35 grièvement brûlés. Cet attentat raciste a été conçu pour tuer la totalité des 300 travailleurs du foyer de l'Aftam. En effet, les issues habituellement libres étaient bloquées et le foyer était transformé dans les faits en un véritable piège.

La solidarité populaire s'est manifestée immédiatement par une aide concrète aux sinistrés (couvertures, cigarettes, etc.)

Face à cet attentat et à leurs scandaleuses conditions de logements, les rési-

dents entendent faire valoir par tous les moyens leurs revendications. La cellule Tchen Yi du Parti communiste marxiste-léniniste de France, qui a déjà manifesté sa solidarité concrète, soutient totalement leurs justes revendications.

Les résidents exigent des autorités : le relogement immédiat de tous les résidents dans des logements décentes et compatibles avec les intéressés ; la réparation des préjudices subis ; la prise en charge à 100 % des frais médicaux ; la protection réelle des travailleurs immigrés et la fin des mesures discriminatoires à leur encontre.

La cellule Tchen Yi du PCMLF s'engage à populariser largement leurs reven-

dications et les moyens de lutte envisagés (collecte à Renault et dans les ateliers de la préfecture de Paris), auprès de leurs compagnons de travail, si les revendications restent lettre morte comme dans le passé.

La cellule Tchen Yi du PCMLF appelle d'ores et déjà la population laborieuse du 11<sup>e</sup> arrondissement à la solidarité concrète et à l'appui des revendications des résidents quant à un logement décent et sûr.

Les travailleurs africains sont nos frères de classe, défendons leurs revendications jusqu'à la victoire. A bas le racisme ! Justice doit être rendue ! A bas la bourgeoisie et sa politique de foyers-taudis !

Travailleurs français et immigrés unissons-nous !

# BARRE REVIENT LES MAINS VIDES

Barre est de retour des États-Unis. S'il avait des illusions, il a dû les perdre. Parti là-bas pour réclamer des concessions américaines sur les problèmes de la concurrence entre capitalistes français et américains, sur la pénétration et le développement des transnationales américaines et sur les barrages US au développement des industries de « pointe » françaises (Concorde, nucléaire...) Barre est revenu les mains vides.

Et comme un voyage de cette importance doit forcément être positif, Barre a souligné sans rire « la complète compréhension des positions réciproques », et il a mis l'accent sur la chaleur de l'accueil qu'il a reçu.

En fait de complète compréhension, Barre n'a trouvé en face de lui qu'un interlocuteur intraitable : dans la situation de crise mondiale de l'économie capitaliste à l'heure actuelle, c'est chacun pour soi. Un journal américain le « Baltimore Sun » commente d'ailleurs ainsi l'événement : « Il aurait été bien de donner à M. Barre quelque chose à rapporter de son voyage, mais bien peu des choses qu'il voulait auraient pu lui être accordées par M. Carter. La question émotionnelle du Concorde est devant les tribunaux. L'administration américaine n'est pas prête à relâcher sa vigilance sur la prolifération nucléaire, représentée par les ventes françaises au Pakistan. M. Carter voudrait qu'une économie américaine plus saine stimule le commerce mondial mais il est peu probable qu'il laisse un technocrate, fut-il aussi capable que Barre, le faire dans le sens des intérêts français ».

Voilà comment un journal de grands capitalistes américains pose le problème crument sans s'embarrasser des fioritures des diplomates. Ce qu'il ne dit pas, c'est que Carter aussi voulait obtenir des concessions de Barre et qu'il ne semble pas y être parvenu.

De son côté, la superpuissance russe cherche, dans les commentaires de sa presse, à exploiter la situation avec l'objectif stratégique de saper les bases en Europe de son rival américain.

Tout cela illustre parfaitement la situation du second monde capitaliste en butte au chantage, aux vexations des superpuissances et objet de leur rivalité.

## Bol d'or POUR UNE POIGNEE DE MILLIARDS

60 machines ont pris le départ samedi à 16 h sur le circuit Bugatti du Mans. C'est la 41<sup>e</sup> édition de cette épreuve qui dure 24 heures. Elle est organisée par « Moto revue ». Elle ne cesse de connaître un succès grandissant. Le bol d'or est une course de moto. C'est même plus que cela : c'est une course de marques.

Chaque marque a engagé les plus grands pilotes (sûrement les plus chers aussi) Kawasaki a fait appel à Rougerie-Chevalier, tandis que Honda engageait l'Anglais Phil Read, sept fois champion du monde de vitesse. Quant à Yamaha, ils ont avec eux Katayana le champion du monde 350 cm 3. Tous ces grands spécialistes de la vitesse ne présentent pas beaucoup face aux moyens techniques et financiers déployés par Honda, six équipages, quinze machines, 3 milliards d'AF, soit le quart des engagés. On ne peut même plus parler des chances de Kawasaki. La lutte n'est plus au même niveau. Les pilotes ici ne sont plus que des auxiliaires de la machine. C'est la technique qui est au poste de commande. Aussi, c'est plus le côté rassemblement de motos qui attire les gens que la compétition Bol d'or elle-même.

## • Brétigny (Essonne) UNE FETE POUR LE PEUPLE

Dimanche 18 septembre, Brétigny-sur-Orge. Un millier de personnes venues participer à la fête populaire de l'Essonne. Environ 600 repas servis le midi, 800 programmes de la fête distribués à 4 h de l'après-midi. La fête devait se terminer tard dans la nuit. Ce fut vraiment une fête pour le peuple.

La journée s'est ouverte par un tournoi de football. 6 équipes y ont participé, l'équipe des jeunes du quartier des Tarterêts à Corbeil a remporté la coupe. Les organisateurs ont aussi offert des coupes aux autres équipes qui ont participé au tournoi : l'équipe des travailleurs immigrés du foyer Sonacotra de Montreuil, l'équipe de l'usine AOIP, renforcée des jeunes de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, l'é-



quipe des travailleurs du département de l'Oise et celle des travailleurs de

l'Essonne, l'équipe du journal l'Humanité rouge.  
(suite page 3)

A l'heure du repas...  
(Photo HR)



SPORT

## A côté du Bol d'or Les motards

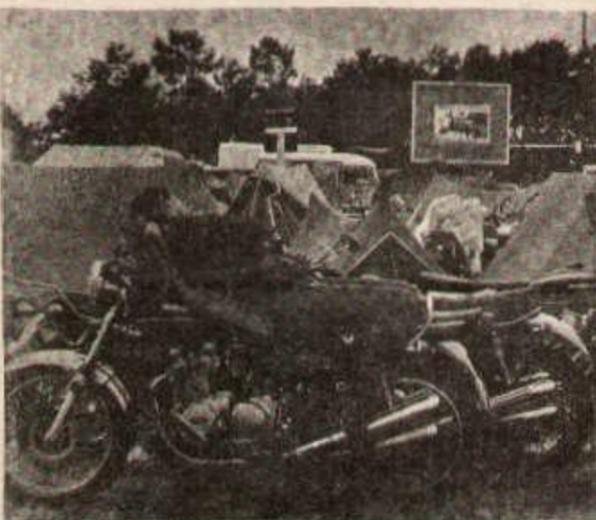
Ce week-end au Mans, c'était la fête de la moto : la course du « Bol d'or ». Peut-être la plus importante des épreuves motocyclistes du monde. Ce sont des centaines de milliers de jeunes motocyclistes, casqués, bardés, sanglés, qui ont afflué au Mans, venus de toute l'Europe par groupe de vingt ou trente. Mais qu'est-ce qui fait rouler les motards ?

UN MODE DE VIE

La moto, n'est plus seulement un moyen de transport. C'est presque un mode de vie qui a son langage : la moto, c'est la béane, le casque s'appelle le bol, les jeux c'est la bourre. La moto a ses héros et ses mythes.

La moto, c'est un monde à part, c'est un peu un refuge contre la société de profit. La moto c'est pour de nombreux jeunes travailleurs la possibilité ou l'illusion de s'évader à cent à l'heure des cités-dortoirs où la bourgeoisie les entasse, de s'évader le temps d'un week-end, après une semaine de travail abrutissant.

La moto, c'est une société parallèle avec ses lois. Une « machine » peut valoir plusieurs millions. C'est fragile et cher. Pour s'acheter une moto souvent les jeunes travailleurs économisent sou par sou, pour réparer, ils doivent se serrer les coudes, bricoler ensemble. Quand un motard tombe en panne au bord de la route, le premier qui passe s'arrête pour l'aider à réparer. Dans ce monde à part, règne une loi : la solidarité et l'entraide. Solidarité qui est aussi un refus de l'individualisme symbolisé, pour les motards par la voiture. La voiture, c'est la « caisse » ; son passager, c'est le



«caisseux». Il est considéré comme individualiste, hargneux et agressif, intégré à la société. Par opposition le motocycliste circule le plus souvent en groupe de vingt ou trente. Il double de longues files dans les embouteillages. Il a donc l'impression d'être libre, d'échapper à certaines contraintes de cette société. La moto permet à toute une frange de jeunes travailleurs d'exprimer confusément leurs justes aspirations à une société sans classe, sans exploitation de l'homme par l'homme.

La révolte qu'elle engendre, la bourgeoisie essaie toujours de la dévier de sa cible et d'en tirer du profit.

Aux jeunes qui sont révoltés, elle propose l'évasion par la moto. « La moto verte c'est l'évasion » peut-on lire dans « Moto-revue ». La moto est devenue un objet de consommation courante. C'est par là-même une source de profit pour les concessionnaires, les réparateurs, les assureurs, les propriétaires de circuits, les marchands d'accessoires. C'est dans « L'Humanité », c'est dans « Le Figaro », c'est à La Courneuve, c'est partout qu'on pousse les jeunes à acheter des motos. Mais des circuits pour moto, on n'en construit nulle part. On bien ceux qui existent sont très chers. Pour y tourner, il faut une licence de pilote : 300 F, il faut payer une location qui va de 30 à 50 F de l'heure selon les tracés.

Alors ? Alors tous les samedis soir c'est la « bourre » (course dangereuse) aux Halles de Rungis.

Et presque tous les lundis matins, dans les journaux à sensations on peut lire : « Encore un mort et quatre blessés », « La ronde infernale continue », « Les chevauchés tragiques du vendredi soir ».

### LA MANIF DES MOTARDS

Samedi dernier, les jeunes motards ont manifesté dans les rues de Paris pour réclamer un vrai circuit qu'on leur promet depuis des années. Comme on le voit, à la publicité pour la moto, le pouvoir combine la répression contre les jeunes motocyclistes. La moto verte appelée « Trial » (moto tout-terrain) en vente libre est interdite par arrêté dans de nombreuses villes. D'un côté, on pousse à l'achat de l'autre on réprime.

Nous devons être très attentif au phénomène de la moto qui se développe dans la jeunesse. Pour nombre d'entre eux, c'est un moyen très confus encore de marquer leur refus de cette société, de masquer leur aspiration à lutter pour autre chose. Autant de signes qui doivent nous encourager pour être à l'offensive.



## • Ethiopie

# 3e anniversaire de la Révolution

A l'occasion du 3e anniversaire de la révolution anti-impérialiste qui le 12 septembre 1974, renversa le régime de Haïlé Sélassié, l'Union des étudiants Éthiopiens en France (UEEF), nous a fait parvenir un long communiqué dont nous reproduisons ci-dessous les conclusions.

A l'heure actuelle les éléments droitiers au sein du Derg, affaiblis après l'écrasement de la tentative de coup d'État de 3 février 1977, sont passés à l'offensive.

Nous pouvons donc dire que la politique du régime a pris un tournant droitier durant ces derniers mois. Les caractéristiques fondamentales de cette politique sont une tendance à se rapprocher de la bureaucratie, à compter principalement sur l'aide extérieure pour trouver une solution avant tout militaire aux nombreux conflits qui connaissent notre pays, et à réaliser l'« Union sacrée » contre l'ennemi extérieur, un manque de confiance dans les masses et un refus de s'appuyer totalement sur elles et enfin un refus de répondre positivement aux revendications des masses sur la question des libertés démocratiques.

Cette politique d'ensemble du régime tend à affaiblir le camp révolutionnaire et crée une situation favorable aux forces contre-révolutionnaires. Aussi, l'éventualité d'un coup d'État d'extrême-droite dans cette situation n'est pas à exclure.

Face à cette situation, les forces révolutionnaires de notre pays ayant à leur tête les marxistes-léninistes du Mouvement socialiste panéthiopien (MEISON) sont restés vigilants et ont été amenés à adapter leur tactique à cette nouvelle situation.

En effet, estimant qu'il n'était plus possible, dans l'état actuel des choses, de mener la lutte légale dans les mêmes conditions MEISON a décidé de poursuivre la lutte dans la clandestinité. Sur les instructions de l'organisation, les militants du MEISON engagés dans les structures légales du pouvoir (gouvernement, administration, secrétariat provisoire pour l'organisation des masses, etc) ont quitté leur postes et sont passés dans la clandestinité.

Dans le numéro 61 de « La voix des masses populaires », organe clandestin de MEISON, l'organisation explique les raisons de ce changement de tactique et expose les propositions

des marxistes-léninistes d'Éthiopie pour faire face à la situation.

Sur la question de la mobilisation des masses contre

les ennemis intérieurs et extérieurs, les marxistes-léninistes de notre pays expliquent que cette campagne de mobilisation doit être menée avec une direction révolutionnaire et non sous la houlette de la bureaucratie.

Sur la question de l'aide extérieure, le principe de « compter sur ses propres forces » est mis en avant, l'aide extérieure ne pouvant être qu'un facteur secondaire.

Sur la question des libertés démocratiques, MEISON exige la proclamation immédiate des libertés démocratiques, seul moyen permettant l'instauration d'un débat démocratique parmi les masses sur les questions brûlantes du moment, ainsi que le rapprochement et l'unité des organisations se réclamant du marxisme-léninisme pour la création du parti d'avant-garde et du Front-uni anti-féodal et anti-impérialiste.

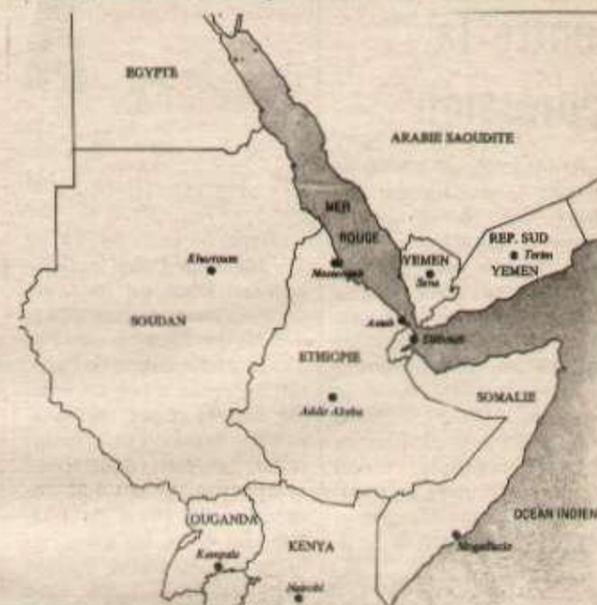
Enfin, sur la question nationale, MEISON exige la mise en application du projet d'autonomie pour les nationalités opprimées d'Éthiopie et prône une solution politique négociée sur

la question de l'Érythrée ainsi qu'une mobilisation effective des masses populaires d'Érythrée afin de participer activement à la révolution éthiopienne.

En conclusion, nous pouvons donc dire que le 3e anniversaire de la Révolution éthiopienne marque une étape décisive dans la lutte de classe acharnée que

ses populaires d'Éthiopie poursuivent-elles avec abnégation leur lutte exemplaire, se préparent à de grands sacrifices et demeurent vigilantes face à cette situation.

Les marxistes-léninistes du MEISON se préparent à une lutte de longue haleine, complexe et difficile dans des conditions nouvel-



connait notre pays depuis trois ans. La politique actuelle du régime militaire crée une situation favorable aux forces contre-révolutionnaires et les acquis de trois années de lutte peuvent être mis en cause très rapidement. Aussi, les mas-

les et œuvrent au renforcement et à l'unité du camp révolutionnaire pour passer à l'offensive et anéantir définitivement les ennemis de la Révolution.

Union des étudiants  
Éthiopiens en France

## • Palestine

# La lutte armée est décisive

Au moment où l'on parle beaucoup de la paix au Moyen-Orient, de la future conférence de Genève, la nouvelle proposition américaine a fait beaucoup de bruit !

Jusqu'à présent, les États-Unis ont soutenu sans faiblir Israël, mais depuis quelques temps déjà, des divergences se font jour. Maintenant, elles apparaissent clairement ; lundi dernier, le gouvernement américain a déclaré que la participation palestinienne à la Conférence de Genève était indispensable. C'est déjà un pas important.

Par ailleurs, Vance a déclaré que cette représentation pourrait se faire soit au sein d'une délégation arabe unique, soit au sein de la délégation jordanienne, mais n'a pas caché sa préférence pour la première solution.

Le porte-parole du département d'État américain a fait aussi savoir que les États-Unis s'efforceraient de convaincre d'Israël d'accepter ces propositions, notamment lors de la visite

prévue de Moshe Dayan, ministre israélien des Affaires étrangères. Mais jusqu'à présent Israël a rejeté ces propositions. Moshe Dayan, juste avant son départ pour Washington, a ainsi résumé la position israélienne :

« La place des Palestiniens, même autres que l'OLP, n'est pas à Genève où on doit négocier entre États... », « que l'OLP accepte ou non la 242 (\*) que l'Amérique le veuille ou non, l'OLP ne sera pas pour nous un partenaire aux négociations ».

Israël se déclare aussi opposé à la discussion avec une délégation arabe unique qui constituerait une force encore plus puissante.

L'OLP a bien accueilli la déclaration des États-Unis. Yasser Arafat a déclaré à ce propos : « Cette déclaration constitue un pas positif pour l'établissement d'une paix durable au Proche-Orient, car elle reconnaît la place qu'occupe le problème palestinien dans le conflit israélo-arabe ».

Pourquoi un tel accueil favorable à cette déclaration ? C'est que cette nouvelle position américaine marque un recul de l'impérialisme américain...

Toutefois, tous les problèmes ne sont pas réglés pour autant, notamment le fait que les États-Unis ne parlent pas de reconnaître l'OLP comme représentant légal du peuple palestinien même s'ils prévoient dans la délégation palestinienne des membres de l'OLP, et aussi parce qu'ils ne remettent pas en cause la résolution 242.

C'est pourquoi l'OLP n'a pas, pour autant, décidé de baisser les armes, au contraire.

En effet, depuis plusieurs jours, les responsables de l'OLP, et en particulier Yasser Arafat ont mis l'accent sur l'activité militaire plus que sur l'activité politique et diplomatique. Le mot d'ordre actuel est « combattre ».

Farouk Kadoumi, chef du département politique de l'OLP, a déclaré : « Nous poursuivons et développerons notre lutte armée tant que nos droits nationaux ne seront pas reconnus ».

(\*) La résolution 242 préconise la reconnaissance d'Israël à l'intérieur de frontières « sûres » et ne mentionne pas les droits nationaux des Palestiniens.



## ● Grenoble

## Comité de soutien à Ben Dhiaf

## COMMUNIQUE

A Grenoble, la lutte continue contre le racisme et les expulsions.

Le samedi 17 septembre, une manifestation, appelée par le comité de soutien à Ben Dhiaf et regroupant plus de 400 personnes, s'est déroulée à Grenoble.

Elle avait pour objet de protester contre l'expulsion de Ben Dhiaf, ce travailleur tunisien qui, pour s'être élevé contre les annonces racistes à l'ANPE, s'était vu condamné à 4 mois de prison avec sursis et 200 F d'amende le 12 juillet.

Sous la pression de la direction de l'ANPE et d'éléments racistes employés à l'agence d'Échirolles, le préfet Janin avait fait comparaître Ben Dhiaf devant la commission spéciale d'expulsion. Cette commission avait examiné un dossier dont avaient été subtilisées certaines pièces plaidant en faveur de Ben Dhiaf. Elle avait décidé néanmoins qu'il n'y avait pas lieu de l'expulser. Mais le ministre de l'Intérieur en décida autrement et, le mercredi 14 septembre, Ben Dhiaf était arrêté et expulsé le lendemain.

Déjà, spontanément, deux heures après l'arrestation de Ben Dhiaf, 70 manifestants sont venus devant l'Hôtel de police protester contre cette atteinte au droit des travailleurs. Ils ont été durement matraqués par la police (3 blessés).

La manifestation visait, au-delà de l'affaire Ben Dhiaf, à attirer l'attention sur le climat de racisme tendant à faire passer les immigrés pour les responsables du chômage et de la crise. Elle visait aussi à dénoncer les expulsions d'immigrés et la procédure arbitraire employée à cette fin.

Parmi les mots d'ordre scandés : « Patrons, racistes, ANPE, police, tous complices ».

A Grenoble, la mobilisation continue contre les annonces racistes et pour développer la solidarité entre travailleurs français et immigrés.  
Grenoble le 19/9/77

## ● St-Joachim-en-Brière

(près de St-Nazaire)

## Occupation du CES pour le réemploi d'auxiliaires

Depuis le jeudi 15, la majorité des enseignants et la totalité du personnel de service du CES de Saint-Joachim sont en grève. Ils exigent le réemploi d'une maîtresse-auxiliaire et des garanties en ce qui concerne l'emploi d'un agent non-titulaire.

La grève des enseignants a reçu jeudi soir le soutien des parents d'élèves réunis en assemblée générale, ainsi que celui du conseil de parents Cornec.

Au cours de cette assemblée générale avec les parents, et sur leur initiative, l'occupation du CES a été décidée pour le samedi 17.

Dans la matinée du samedi, alors que le CES était occupé dans l'enthousiasme par près d'une centaine de parents et d'enseignants, l'agent menacé de chômage recevait un avis officiel de réemploi de la part du rectorat. Déjà la lutte avait

payé.

La maîtresse-auxiliaire recevait, au cours de la même matinée, une proposition de poste en remplacement d'un congé de maternité.

Là encore, il s'agissait d'un recul du rectorat qui avait, auparavant, invité cette maîtresse-auxiliaire à s'inscrire au chômage !

Mais cette proposition fut jugée insuffisante. C'est pourquoi, les grévistes et les parents d'élèves ont décidé d'aller lundi matin 19 septembre au rectorat pour obtenir satisfaction.

D'autre part, les parents appuyés par les enseignants, demandent la création de 2 postes d'éducation physique (actuellement, il y a un seul professeur d'éducation physique pour 353 élèves), d'un poste de musique et un de dessin.

Correspondant HR  
Saint-Nazaire

## ● Corse

## PROTESTATION CONTRE LA VAGUE DE REPRESSION

(suite de la page une)

Vendredi enfin, une quarantaine de gendarmes ont procédé à une perquisition dans une grange appartenant à un éleveur de la région du Calzarello. Cette fois, le prétexte était un vol d'armes commis il y a quelques semaines dans une armerie de Solenzara.

Toutes ces mesures d'intimidation, ces perquisitions et interpellations ont suscité de nombreuses protestations.

A Ajaccio, le comité anti-répression de la Corse s'est réuni, jeudi soir, et il a publié un communiqué dans lequel il se félicite d'abord de l'échec de la manifestation du 9 septembre contre les « menaces de sépa-

ratisme » et constate que la soi-disant majorité silencieuse a dit « non à la répression coloniale ».

Il dénonce ensuite la campagne répressive du pouvoir et proteste contre les interpellations de José Stromboni, Louis Sarocchi, Jean Nicolaï et Louis Acquaviva. Il déclare que les arguments invoqués pour leur arrestation sont peu crédibles, comme ce fut déjà le cas en janvier 1974 pour la première arrestation de José Stromboni (accusé sans preuve d'être le « cerveau » du Fronte

Païsanu corsu di liberazione, incarcéré à la Santé, libéré le 10 février, il bénéficia du non-lieu).

Le Comité anti-répression exige la liberté pour tous

les patriotes corses, lance un appel à l'opinion française et internationale, afin qu'elle sache dans quelles conditions la répression sévit en Corse, demande à tous les démocrates de s'unir pour faire face aux atteintes portées aux libertés, demande au peuple corse toujours épris de justice de prendre toutes dispositions, de rester vigilants et de surveiller de près les agissements du pouvoir.

De leur côté, les syndicats d'exploitants agricoles de Ghisonaccia et du Fiumorbu ont protesté contre « les perquisitions abusives effectuées sous des orétextes fallacieux tels que dénonciations et lettres anonymes ».

Enfin, dans un communiqué daté du 17 septem-

bre 1977, le Comité de Parti régional du Parti marxiste-léniniste de France déclare : « Depuis plusieurs semaines, le pouvoir capitaliste met en place une vaste opération de répression des militants patriotes corses : création d'une organisation de barbouzes anti-corses Francia, débarquement massif de CRS et gendarmes, tentatives d'intimidation. L'arrestation récente sous des prétextes fallacieux de José Stromboni, Louis Sarocchi, Jean Nicolaï et Louis Acquaviva, la multiplication des perquisitions dont la plus récente a été effectuée par une quarantaine de gendarmes chez un paysan de Calzarello, en sont les dernières manifestations ».

Le PCMLF qui soutient le combat des patriotes corses défend le droit du peuple corse à disposer de lui-même.

Il s'élève avec vigueur contre ces nouvelles arrestations et perquisitions.

Il appelle tous ses militants et sympathisants à se mobiliser pour exiger la libération immédiate des emprisonnés et l'arrêt des poursuites. Il appelle à développer la solidarité avec la lutte du peuple corse. »

## ● Brétigny (Essonne)

## UNE FETE POUR LE PEUPLE



La salle pendant le forum sur les élections de mars 78 (photo HR)



Sous le chapiteau central, tout un après-midi de musique (photo HR)

(suite de la page une)

Le sport était vraiment à l'honneur. Il y avait aussi une petite banderole invitant les visiteurs à venir jouer au volley-ball ; il y eut des amateurs toute la matinée.

Après le repas servi sous un chapiteau et en musique, dans la grande salle se déroulèrent plusieurs forums entrecoupés de spectacles de musique : il y eut des discussions passionnantes sur la jeunesse et son organisation communiste, la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, sur la vie quotidienne dans les pays socialistes comme la Chine, sur la position des marxistes-léninistes face aux prochaines échéances électorales, sur le nucléaire.

Une fête du peuple, c'est aussi une fête des enfants. Ils se retrouvèrent entre eux à la crèche, mais ils purent aussi courir en toute liberté, danser aux pieds des estrades où se produisaient les artistes invités.

La musique était centrée sur le folklore français : le groupe « Sourdeline » présenta des chansons originales de notre folklore national et en discuta avec le public ; le groupe folklorique « Vilbrequin » devait animer le bal.

Très enthousiaste et pas du tout « show-business », le groupe « Vilbrequin » a su dès l'ouverture du bal créer l'ambiance qui convenait ; des rondes sur des airs folkloriques, des rythmes vivants et originaux issus du folklore.

La fête populaire de l'Essonne, organisée par l'Humanité rouge à Brétigny, a donc permis de regrouper de nombreux artistes (citons aussi les chorales La Lyre des travailleurs, la chorale de Massy, celle des Utis, la Commune, le chanteur turc, ou d'autres pays du tiers monde), mais elle a permis aussi de montrer qu'une fête pour le peuple était possible, une fête où le peuple s'amuse sans être obligé de dépenser des sommes folles, une fête où les travailleurs se retrouvent entre eux dans la joie et réunis par de mêmes aspirations !

C'était la première fête de l'Humanité rouge dans la région parisienne. Une journée que l'on n'oubliera pas !

## Dijon

Vive l'œuvre et la pensée du Président Mao Tsé-toung!

## MEETING

Vendredi 23 septembre  
20.30 - Palais des congrès



Coopérative Alsthom (Belfort)

## Quelques précisions sur un scandale

Dans notre édition du 6 septembre, nous faisons part des informations fournies par le groupe autonome ouvrier de la région de Belfort sur le scandale qui s'est fait jour à la coopérative Alsthom. Ça commence à faire un sacré bruit !

Depuis, deux autres tracts ont été diffusés par le groupe qui apportent quelques précisions (le dernier a été fait en commun avec les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge). La coopérative Alsthom est une entreprise dite sociale, créée par les syndicats et partis de gauche en 1955. Les travailleurs s'attendaient à ce qu'elle soit une entreprise au service du peuple, avec des prix avantageux. L'évidence est apparue : il ne peut y avoir d'entreprise «socialiste» dans un système capitaliste ; elle est obligatoirement confrontée aux problèmes de la rentabilité, de la loi de l'offre et de la demande. Jugez-en :

En 1977, la coopérative est devenue une grande surface comme les autres. En 1971, elle faisait un chiffre d'affaires de moins d'un million. Il sera de 5 milliards en 1976 !

Il n'y a pas là de quoi fouetter un chat. Mais voilà : il y a un trou de 100 millions d'anciens francs !

Et Jean Blanc, le principal dirigeant de la coopérative, qui possède che-  
vaux et autres signes ex-

térieurs de richesse un peu voyants, est maintenant la cible des responsables CGT-Alsthom qui l'accusent de mauvaise gestion (il est pourtant des leurs) afin de cacher la vérité.

La vérité n'est-elle pas plutôt celle-ci : à travers le comité d'entreprise, les responsables syndicaux s'associent avec le patronat pour gérer un pourcentage de la masse salariale.

C'est-à-dire des milliards dans des entreprises capitalistes dont la coop-Alsthom en est l'exemple le plus frappant.

Pas de différence avec les Ravi, Mamouth et autres monopoles de l'alimentation sauf que les profits faits sur le dos des travailleurs dans les CE gérés par la gauche remplissent les caisses du PCF et de la CGT.

Voilà donc ce que vous proposent, en 1978, les dirigeants de l'Union de la gauche : en paroles, le paradis pour se faire élire ; dans les faits, ce sont des patrons avides de gérer, non plus les petites entreprises, mais la société capitaliste.

Leur politique est la même que celle de la droite : profit maximum.

● Dubigeon - Nantes

# LES OUVRIERS POURSUIVENT LEUR GREVE TOTALE AVEC DETERMINATION

Les travailleurs des chantiers navals Dubigeon Normandie Nantes (2 450 travailleurs) poursuivent leur grève commencée le jeudi 8 septembre (cf. HR du 10/11 septembre). La mise en place des nouvelles pendules et système de pointage a été le détonateur d'une colère légitime trop longtemps contenue. Tout comme les négociations répétées conduites sur le problème des licenciements, les discussions sur celui des pendules n'ont donné aucun résultat depuis la rentrée.

Les travailleurs de la base ont compris que la seule réponse à cette véritable provocation de la direction du chantier se trouve dans la grève totale jusqu'à la satisfaction totale à toutes les revendications et n'ont plus à en plus finir.

Car le «conflit des pendules», comme l'appelle la presse locale, n'est que la partie émergée de l'iceberg.

La direction de l'entreprise essaie de faire passer les ouvriers de Dubigeon pour des irréductibles, des ouvriers «anormaux» en braquant les projecteurs sur le

refus de quatre pointages qui existent dans d'autres entreprises.

En réalité, dans le contexte du Dubigeon, chantier qui s'étend sur plus d'un kilomètre (voir plan ci-joint), cette mesure de 4 pointages est une brimade encore plus diabolique provoquant pour certains travailleurs des déplacements inraisonnables, des douches aux pendules, des pendules au restaurant, etc.

La direction veut donc faire passer les ouvriers de Dubigeon pour des empêchés de tourner en rond, et exploite toutes les différences entre ouvriers dans la de la boîte et entre les travailleurs de Dubigeon et les autres travailleurs nantais.

Par cette manœuvre, la direction pense noyer le vrai problème que sont les licenciements (283 travailleurs) les déclassements (245 travailleurs) le chômage partiel (600 mensuels) le blocage des salaires et la répression.

Toutes ces mesures ont été annoncées à la fin du mois d'avril dernier, et entrent dans le cadre de la politique de restructuration de la navale qui selon le VIIe plan doit entraîner 6 000 suppressions d'emploi.

### LES MOYENS D'ACTION POUR S'OPPOSER A CES MESURES

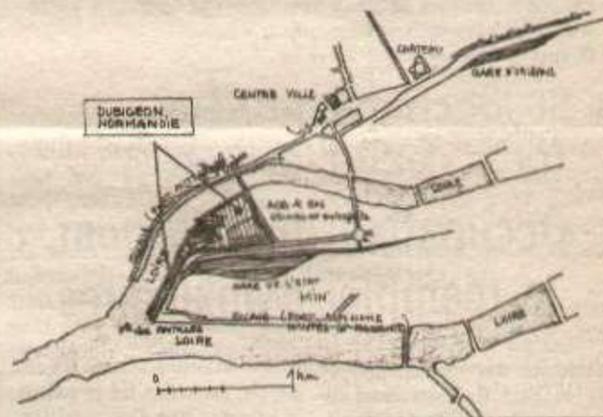
Toutes les mesures constituent le prolongement du renvoi des intérimaires (près de 900 en 2 ans) et contre lesquels il n'y a pratiquement pas eu de réaction. Les nouvelles mesures annoncées en avril ont entraîné chez les travailleurs inquiétude et colère. Mais cette dernière n'a pu s'exprimer avec l'ampleur voulue.

Les sections syndicales se sont trouvées divisées sur les moyens d'action, ce que regrettent de nombreux travailleurs de Dubigeon. Pourtant la volonté de lutte pour la défense de l'emploi s'est manifestée à différentes occasions, soit par l'occupation partielle du chantier, l'invasion des bureaux de la direction, soit par l'occupation de la chambre de commerce ou de la DATAR. Les élections des délégués du personnel ont encore aiguillé la rivalité des syndicats au

en établissant dès mardi 13 des piquets de grève pour préserver l'action contre le sabotage des jaunes, les travailleurs de Dubigeon se

sont engagés résolument dans la lutte classe contre classe.

En effet, tenter de raisonner des patrons sur les conséquences dramatiques des licenciements ou la nécessité de maintenir l'activité navale à Nantes relève de l'illusion c'est penser que le patronat, qui vit de l'exploitation des travailleurs et



● Malabri - Orne

## LUTTE POUR LA TERRE

L'histoire est simple : Mme Sellier vend sa ferme de Malabri au nommé Corvée qui lui verse un dessous de table. Corvée travaille avec son père (commerce de bestiaux, import-export) propriétaire de plusieurs centaines d'hectares camouflés sous différents noms (femmes, enfants, etc.).

Bernard Busnot, à l'origine petit fermier de 13 ha, pose de son côté sa candidature d'achat à la SAFER sur la ferme de Malabri (18 ha) : elle est acceptée.

Corvée attaque la SAFER en justice et la Cour de cassation lui donne raison en dernier lieu.

Le choix est clair.

Nous soutenons la famille Busnot complètement ignorée lors des jugements. Elle n'a que deux solutions : rester à Malabri, ou rejoindre la masse des chômeurs.

Leur décision de rester rejoint les aspirations de la majorité des petits et moyens paysans : vivre et travailler au pays.

Avec l'appui de la population paysanne et ouvrière organisée en Comité de soutien, la famille Busnot est maintenue à Malabri malgré les actes de vandalisme causés depuis octobre

1975, par les «bras de fer» de Corvée. Le Comité de soutien a déjà organisé, pique-nique, récoltes collectives, ensilage, meeting de 2 000 personnes, etc.

Le soutien doit encore se renforcer pour faire céder Corvée et ses supporters car nous n'espérons rien d'une nouvelle procédure en justice entamée récemment.

Seule, l'action directe de masse dirigée face à Corvée et ses alliés, permettra à Busnot de rester sur cette ferme. Et quel encouragement à l'action pour les nombreux paysans menacés de cette manière.

### LES ENNEMIS SE DEVOIENT UN A UN

Il y a d'abord avec Corvée la FFA (Fédération française d'agriculture) d'extrême-droite, comparable à la CFT, la FPA (Fédération pour la propriété agricole), main dans la main contre Busnot, avec la justice du pouvoir.

La SAFER et la FDSEA, plus difficiles à démasquer. - La SAFER a d'abord «défendu» Busnot ; aujourd'hui, elle désavoue officiellement ce soutien et reconnaît Corvée propriétaire ! - La FDSEA, pour ce

qui est de sa direction et de ses responsables (pas ses adhérents), défendait la SAFER (le président de la FDSEA en est administrateur). D'où pas de position claire par rapport à cette SAFER.

La FDSEA s'est opposée à la création du Comité de soutien, souhaitant régler l'affaire en haut lieu (préfecture, palais de justice), et elle tente de saboter les propositions d'action.

### NOTRE POSITION

Nous dénonçons l'attitude de ces organisations qui en parole disent soutenir la famille Busnot et les petits paysans et les trahissent dans leurs actes.

Nous soutenons la forme de Comité de soutien qui regroupe syndiqués et non-syndiqués dans le seul objectif du soutien total aux Busnot.

Nous appuyons toutes les actions qui porteront des coups sévères à Corvée, allant dans le sens d'un soutien massif à la famille Busnot. Ces actions sont la seule façon de faire lâcher prise à Corvée.

Les Communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge

détriment de la lutte de la masse des ouvriers. Jusqu'aux congés les débrayages se sont poursuivis accompagnés de manifs en ville, sans que la lutte franchisse un degré de plus, marquée simplement par une journée interconfédérale nationale dans la navale (17 juin) avec motion pour la demande d'ouverture de négociations.

Avec la grève totale décidée spontanément, par la base le jeudi 8 et consécutive à la provocation de la direction, la lutte connaît un bond important.

Les travailleurs ont pris conscience que les demandes d'ouverture de négociations sans rapport de force ne donnaient aucune suite.

En décidant la grève totale,

pour la réalisation du profit tiré de cette exploitation, peut être amené à de plus justes sentiments autour d'un tapis vert ou par inspecteur du travail interposé.

Non, seule la lutte classe contre classe paiera. La mobilisation réelle de tous les travailleurs, dans le prolongement de la volonté actuelle, par la pratique des assemblées générales, l'organisation de la grève dans la perspective d'une action de longue durée (piquets de grève, collectes, galas de soutien, contacts avec les petits paysans de la région), la popularisation auprès des autres travailleurs peut créer le rapport de force qui fera plier le patronat.

Correspondant HR

## A NOUVEAU DISPONIBLE «Etudions l'économie politique»

Tome 1 : Le Capitalisme  
(traduit du chinois)

E-100 - l'exemplaire : 22 F

En vente entre autre, aux librairies :

Les Herbes Sauvages - 70, rue de Belleville  
75020 - Paris

La Force du livre - 33, rue René Leynaud  
69001 - Lyon

et par correspondance à

E-100 - 24, rue Philippe de Girard 75010 - Paris